

Le Nouvel Ordre Mondial Sous Le Prisme de la Théorie Critique des Relations Internationales

Dr. Maamar Hamizi

Université de Batna 1

ملخص:

هذا المقال محاولة لتسليط الضوء على الإضافة التي قدمتها النظرية النقدية للعلاقات الدولية أو الغرامشية الجديدة في دراسة وتحليل وتفسير العناصر الداخلية والخارجية المؤثرة في حركية المشهد الدولي . باستلهامها لأعمال المؤرخ الفرنسي فرناند بروديل والمفكر الايطالي انطونيو غرامشي ومدرسة أمستردام وبأخذها بعين الاعتبار لمفاهيم الهيمنة والكتلة التاريخية ودور الأفكار والمؤسسات والتصورات في دراسة وفهم العلاقات الدولية. لهذا تقدم هذه النظرية نفسها بديلا للنظريتين المهيمنتين في الحقل العلمي إلا وهما الواقعية والليبرالية الجديتين اللتين أثبتتا محدوديتهما في تفسير النظام الدولي الجديد الذي نتج عن انهيار نظام الثنائية القطبية وظهور فواعل جديدة على المسرح الدولي. تجدر بنا الإشارة إلى أننا اعتمدنا في هذا المقال على كتابات كل من روبرت كوكس وستيفان جيل احد رواد هذه المدرسة.

الكلمات المفتاحية:

النظرية النقدية ، غرامشي ، روبرت كوكس ، ستيفان جيل ، الهيمنة ، الكتلة التاريخية.

RESUME :

Cet article se propose de mettre en exergue l'apport de la théorie critique des relations internationales ou le néo-gramscisme dans l'étude, l'analyse et l'explication des facteurs endogènes et exogènes qui animent la scène internationale. En s'inspirant des travaux de l'historien français Fernand Braudel, du penseur italien Antonio Gramsci et de l'Ecole d'Amsterdam, et par sa prise en compte attentive des concepts de l'hégémonie, du bloc historique, le rôle des idées, des institutions et des représentations dans l'étude et la compréhension des relations internationales. Cette approche se présente comme une alternative aux approches dominantes dans le champ scientifique, en l'occurrence le néoréalisme et néolibéralisme, qui ont montré leurs limites quant à l'élucidation de l'ordre sociopolitique international issu de l'effondrement du système bipolaire et l'apparition de nouveaux acteurs sur la scène internationale. Cet article s'appuiera essentiellement sur la production littéraire de deux précurseurs de cette théorie en l'occurrence Robert Cox et Stephen Gill.

Mots Clés :

Théorie critique, Gramsci, Robert Cox, Stephen Gill, Hégémonie, Bloc historique

Introduction :

Après le succès qu'a connu le néo marxisme pendant les années 1970, l'audience de celui-ci, au sein de la discipline des relations internationales, s'est vue progressivement diminuer. Trois raisons essentielles peuvent expliquer ce phénomène : la première étant que l'analyse marxiste, en termes de dépendance et d'impérialisme, a été démentie aussi bien au niveau politique qu'économiqueⁱ ; deuxièmement, l'Indépendance des auteurs néo marxistes vis-à-vis du dogme et de la pratique des Etats marxistes, qui ont commencé à emprunter d'autres voies pour contester la suprématie des approches dominantes ; enfin, la fin de la Guerre Froide et la disparition de la quasi-totalité des Etats se réclamant du marxisme.

En matière de politique internationale, l'approche critique des relations internationales ou néogramscisme – conception de la domination politique ou hégémonie proche de la vision marxiste de l'aliénation – s'inspire à la fois « *partiellement du marxisme de Gramsci*ⁱⁱ », de Fernand Braudel et de l'école de Francfort de Habermas, plus que de celle de Horkheimer. Conduite essentiellement par Robert W Cox, Stephen Gill, David Law, Mark Rupert, Adam David Morton, Andreas Bieler et les chercheurs de l'Ecole d'Amsterdam, Kees van der Pijl, Henk Overbeek et Otto Holman. Elle introduit de façon importante la pensée gramscienne sur l'hégémonie en relations internationales. Cette théorie se propose comme une alternative au néoréalisme, au néolibéralisme et à l'école du système-monde dans le champ des relations internationales. Conjuguant la théorie à la pratique en se basant sur l'étude des contextes historiques, elle se veut transformatrice et émancipatrice. Selon cette théorie, un contexte historique se définit par trois composantes fondamentales : les conditions matérielles, les idées et les institutions.

Celles-ci n'ont pas d'influence directe les unes sur les autres mais sont interdépendantes. La question de savoir quelle composante influence ou est influencée par les autres doit être traitée à travers l'étude historique d'un cas précis. Cette approche nous semble fournir une vision renouvelée et pertinente pour analyser, comprendre et expliquer les logiques et les mécanismes qui animent le système sociopolitique mondial. L'approche critique s'inscrit dans la tradition marxiste, et se distingue des autres approches notamment néoréaliste et néolibérale par sa prise en compte très attentive des conditions

subjectives et symboliques de l'émergence et de la reproduction des systèmes de domination. Le concept d'hégémonie, l'analyse de la formation des blocs historiques, l'insistance sur le rôle des idées, des institutions et des représentations dans l'évolution des rapports sociaux de production, permettent à ce courant d'intégrer théoriquement à l'analyse structurelle le rôle décisif des acteurs et des luttes sociales, non comme un facteur exogène, mais comme un élément central de la genèse et de la dynamique même des formes économiques et politiques.

Dans cette perspective, le pouvoir politique s'établit et se maintient par la coercition. Mais il s'appuie aussi sur un processus de socialisation qui fait accepter cette domination politique comme légitime. L'hégémonie - au sens gramscien- repose en conséquence, non seulement sur le contrôle de la force armée, mais aussi sur la capacité d'établir un large consensus idéologique entre différentes classes sociales. Elle implique le développement d'un projet économique et politique transcendant les intérêts immédiats de la classe dominante. Dans ce sens, Cox applique aux relations internationales le concept d'hégémonie, défini non pas au sens de simple relation impériale ou de domination politique exercée par un Etat, mais au sens gramscien d'ordre fondé sur une domination non ressentie comme telle par ceux qui la subissent. Ainsi Cox estime-t-il que l'anarchie des relations internationales cache un ordre hégémonique, suite à la capacité d'un Etat – en l'occurrence les Etats-Unis – à « proposer et à protéger un ordre mondial universel dans sa conception, c'est à dire compatible avec les intérêts des autres Etatⁱⁱⁱ ».

C'est dans son ouvrage de référence *Production, power and world order ; Social forces in the making of history* que Robert Cox^{iv} présente de la façon la plus achevée le cadre d'analyse de ce qu'il appelle l'« ordre mondial ». Mais c'est dans son article intitulé *Social Forces, and World Orders*, paru en 1981, qu'il présente sa critique radicale du néo-réalisme tel que l'a présenté Kenneth Waltz dans sa *Theory of International Politics*.

D'après Cox, le néo-réalisme de Waltz est l'exemple type de la théorie du *problem solving*^v car *Theory of international politics* est tout sauf une explication objective de la politique internationale, mais plutôt « une science au service de la gestion du système international

par les grandes puissances.^{vi} » Car le contexte de l'action sociale empirique et intellectuelle change avec le temps, et c'est justement le rôle de la théorie de comprendre ces changements. Le contexte d'action sociale doit être compris comme un contexte historique ayant une structure et une combinaison précise de conditions matérielles, de schémas intellectuels et d'institutions humaines. Ces structures ne déterminent pas l'action humaine de façon mécanique, mais représentent le contexte de traditions, de contraintes, de pressions, et d'expectations dans lequel l'action sociale internationale prend place. Cette structure historique doit être analysée non pas du « haut », en cherchant à détecter les conditions pour son équilibre ou reproduction, mais du « bas », en tâchant de comprendre les conflits qui se produisent à l'intérieur et à l'extérieur pour en saisir sa possible transformation. Ainsi Cox affirme que toute recherche est influencée par cinq facteurs:

1) le contexte de la découverte personnel, psychologique, politique, social, historique, économique d'ensemble, dans lequel se trouve un scientifique.

2) la signification culturelle et socio-historique des formes de vie qui donnent un sens aux concepts qui sont utilisés pour aborder la réalité sociale.

3) l'ensemble des pratiques cognitives reconnues dans une discipline à un moment donné au sein d'une école donnée, et relative aux questions à poser, aux concepts à utiliser.

4) la lutte que se livrent au sein d'une discipline les différents chercheurs pour le monopole du pouvoir scientifique.

5) les motivations politiques extrascientifiques, qui soutiennent une recherche, guidée par le souci soit d'expliquer le monde pour mieux le contrôler, soit de l'interpréter pour mieux y communiquer, soit le démystifier pour mieux le changer.

Robert Cox développe plus particulièrement ce dernier point : d'après lui, toute théorie est située dans le temps et dans l'espace, avec pour conséquence, non seulement qu'il n'existe aucune théorie en soi, guidée par la seule recherche de la vérité scientifique, mais aussi, et surtout, qu'« *une théorie est toujours pour quelqu'un et pour quelque chose^{vii}* ».

Il affirme, en outre, que le mode de développement capitaliste est caractérisé : « *premièrement par l'appropriation de la différence entre, d'une part, les coûts de l'entretien et de la reproduction de la force de travail, et de l'autre les revenus de la commercialisation de ce qui est produit, et deuxièmement par l'utilisation du surplus ainsi approprié pour accroître la production afin de créer le plus important surplus additionnel dans le cycle de production suivant validé par la demande du marché^{viii}* ». En restant fidèle au matérialisme, il considère qu'on ne peut analyser le fonctionnement et l'articulation des Etats sans partir du niveau des rapports de production : « *le pouvoir social de toutes les classes dominantes peut être analysé comme enraciné dans le contrôle de la production^{ix}* ». Toutefois, le terme « production » doit être entendu dans une acception très large, qui englobe non seulement la production de nourriture, de logements et d'autres biens matériels, mais aussi « *la fabrication des symboles et des institutions sociales qui rendent possible la coopération entre les gens nécessaire pour produire ces richesses^x* ». Et d'ajouter, en ce sens, que la production « *crée les bases matérielles pour toutes les formes d'existence sociale, et les façons dont les efforts humains sont combinés dans le processus de production affectent tous les autres aspects de la vie sociale, y compris la politique^{xi}* ». Toutefois, la « production » et la politique sont dans une relation de détermination mutuelle tout à fait dialectique : la production a une « *antériorité logique puisqu'elle fournit les bases matérielles pour n'importe quelle forme d'Etat. Mais elle n'a pas d'antériorité historique : en fait, les principales structures productives ont été, sinon créées par l'Etat, du moins encouragées et soutenues par lui. Le capitalisme concurrentiel a eu besoin de l'Etat libéral pour briser les chaînes du mercantilisme. La planification centralisée a été créée par l'Etat bolchevik et le corporatisme d'Etat par l'Etat fasciste. Historiquement la production a été plus conformée par l'Etat qu'elle ne l'a conformée^{xii}* ».

Première originalité de l'approche de Cox : l'Etat y joue un rôle déterminant dans la configuration des structures productives, même dans le capitalisme de la maturité. En effet, l'Etat et le mode d'exercice du pouvoir d'Etat et de classe sont, pour lui, des éléments constitutifs des rapports de production, et non, comme dans la vulgate marxiste, des superstructures qui se développeraient sur une infrastructure économique ; La configuration du monde futur sera

tributaire de l'évolution du mode de production, et de son internationalisation, ainsi qu'à son impact sur les forces sociales.

Deuxième originalité : le concept de classe reçoit une signification assez différente de celle de la vulgate marxiste orthodoxe, qui définit la classe de façon « objective » par sa position dans les rapports matériels de production. Pour Cox, « *la classe sociale désigne une relation sociale historique réelle et non une catégorie analytique n'existant que dans l'esprit de l'analyste (...) L'existence d'une classe suppose la conscience de partager des expériences communes de vie et de travail, des perceptions communes des clivages dans la société, et surtout d'exprimer ce sens de communauté par l'action collective et des aspirations partagées (...)*^{xiii} ». Cette classe est, selon lui, le résultat d'un processus historique de « *formation et de désintégration des blocs historiques, qui est le processus par lequel la formation d'une classe peut transformer à la fois les Etats et l'organisation de la production*^{xiv} ». Les forces sociales sont la base, ou le moteur, des systèmes, ce qui génère les conflits sociaux. Celles-ci, ainsi que les modes de production, les formes d'organisation du pouvoir et l'ordre international sont strictement indépendants. Autrement dit, chez Cox, les directions des liens de causalité de ces trois facteurs sont variables. Un ordre mondial peut changer une forme d'Etat qui, à son tour, canalise les forces sociales de façon différente et change les mécanismes de production. Il n'y a pas vraiment de société, d'Etat ni de force sociale strictement nationale, les forces sociales se répandent dans les structures qui appartiennent au même contexte historique et au même ordre mondial. Ceci nous conduit à soulever la troisième originalité que constitue cette notion de « bloc historique ». Chez Gramsci, elle désignait une convergence au niveau de l'Etat entre les rapports de forces matérielles, les institutions et les productions idéologiques. La fonction de toute idéologie, dans cette perspective, est de présenter une vision univoque et incontestable de l'histoire. La domination est totale lorsque les détenteurs du pouvoir parviennent à faire passer l'idée qu'il n'y a pas d'alternative, limitant ainsi l'imaginaire social et la nature des affrontements politiques.

Cox reprend les concepts de Gramsci en les appliquant au niveau des relations internationales. Selon lui chaque ordre mondial se caractérise par une structure d'accumulation spécifique correspondant

à une organisation et à une hiérarchisation des modes de relations sociales de production, à travers lesquelles des surplus sont transférés de la périphérie vers le centre. Chez Cox, la relation centre-périphérie désigne davantage une relation économique que géographique. La structure d'accumulation d'un ordre mondial donné conforte la position de pouvoir d'un bloc historique. C'est-à-dire qu'un certain ensemble de forces sociales, de classes, d'Etats et de firmes en bénéficient au détriment des autres. Un bloc historique repose toujours sur un équilibre entre le consensus et la coercition. Afin de rester dominante, la puissance hégémonique assure sa légitimation auprès de ses alliés en les faisant bénéficier des retombées économiques et politiques de sa domination^{xv}. De ce fait, chaque période hégémonique doit être étudiée en fonctions des forces sociales qu'elle favorise ou défavorise. Sur le plan normatif, l'approche néo gramscienne se caractérise par sa volonté d'articuler des formes de résistance au sein des sociétés civiles locales, nationales et internationale, de façon à promouvoir une transformation émancipatrice des relations de pouvoir et de production.

En analysant l'ordre international, Cox estime que, s'il y a changement systémique, ce n'est pas à cause de la chute du système bipolaire, ni à cause de la chute de l'empire. Ce qui va changer le monde, c'est surtout la fin d'un cycle révolutionnaire qui avait canalisé des forces sociales, qui s'était institutionnalisé et avait, surtout, accepté de jouer les règles du contexte historique westphalien. Ainsi insiste-il sur la nécessité de comprendre si le cycle révolutionnaire est terminé, s'il est en train de changer et en quoi et, le cas échéant, par quoi va-t-il être remplacé ?

A partir de ces idées, en 1982, Cox étudia trois facteurs fondamentaux pour comprendre l'évolution du système international : l'internationalisation de l'Etat, celle de la production et ses effets sur la structure des classes sociales au niveau mondial. Il en conclut que le système historique pouvait évoluer de trois façons différentes.

Premièrement, il envisage une nouvelle hégémonie basée sur la structure sociale mondiale qui serait engendrée par la mondialisation de la production. Ce contexte nécessiterait la consolidation de deux processus : la domination du capital international sur le capital domestique, à l'intérieur des nations du centre, et la continuation du processus d'internationalisation de l'Etat et serait caractérisé par une

orthodoxie de type monétariste dans l'économie mondiale et la stabilisation de cette économie – qui profite au capital international – par des mesures anti-inflationnistes et par la stabilisation des taux d'échange. Ces mesures devraient avoir une priorité sur les demandes domestiques, donc sur le taux de chômage et sur la maintenance des salaires stables. Ce type de configuration productrice et sociale serait institutionnalisé par une coalition d'Etats du centre, avec l'aide d'institutions existantes comme l'OCDE et de certains Etats de la périphérie. Ce système pourrait satisfaire certaines demandes d'industrialisation des pays de la périphérie, où les conflits sociaux seraient résolus par une répression assez aiguë. Les forces sociales opposées à ce programme seraient naturellement celles liées au capital domestique de chaque nation du centre et celles défavorisées par la transnationalisation de la production vers les pays périphériques.

La deuxième possibilité consisterait en la création de trois blocs caractérisés par un corporatisme mercantiliste qui prône un protectionnisme régional.

La dernière option, moins probable, serait la création d'un système économique parallèle, développé par les pays périphériques. Cox souligne l'importance fondamentale qu'y jouent les systèmes de production de la vie matérielle. L'idée essentielle à retenir est celle selon laquelle les théories classiques sur la balance du pouvoir, seraient plus au moins applicables en fonction de l'existence de l'un des trois contextes.

1. LES FORMES D'ETAT ET LES SYSTEMES DE PRODUCTION

Robert Cox estime que le bloc historique, qui donne son orientation à l'Etat, résulte de l'alliance de classes sociales, elles-mêmes constituées sur la base de rapports sociaux de production. Cox dresse une liste des modes de production qui existent aujourd'hui, liste basée sur un effort de typologie à partir d'analyses historiques et sociologiques concrètes. Parmi ces modes de production énumérés par Cox, on trouve le « marché primitif du travail », qui est un marché peu structuré et sans classes constituées, tel celui où opèrent les habitants des bidonvilles dans les cités du Tiers- Monde. Le « mode domestique », caractérisé « *par ses fonctions reproductives, est le soubassement de tous les autres modes de production (...) il n'y a pas*

de structure de classe de ce mode, et l'autorité est inhérente aux rapports sociaux de la famille patriarcale, et la production est déterminée par une division sexuelle du travail consacré par le mythe^{xvi} ». Le « marché du travail d'entreprise » est, historiquement, l'un des premiers modes de rapports sociaux capitalistes de production. Aujourd'hui il s'agit d'un marché quasi concurrentiel, sans organisation collective ni régulation publique, qui emploie jeunes et femmes, immigrés dans des PME, ou travailleurs peu qualifiés des grandes entreprises. Le « bipartisme » se caractérise par des rapports institutionnalisés entre travailleurs établis et employeurs : « l'institutionnalisation du conflit est le produit de l'hégémonie- des concessions peuvent être faites aux syndicats au sein du bipartisme sans menacer le contrôle en dernière instance de la classe hégémonique^{xvii} ». Quand l'Etat devient lui-même un acteur dans ces compromis institutionnalisés, à la période du capitalisme monopoliste, on passe au « tripartisme ».

Le « corporatisme d'entreprise » définit l'entreprise comme une grande communauté qui réunit dirigeants et dirigés au service de buts communs : produit de la bureaucratisation interne et de la formation de très grandes entreprises, son idéologie est celle de l'intégration sociale de l'entreprise comme communauté productive. Quant au « corporatisme d'Etat », apparu avec le fascisme, puis répandu dans les Etats du Tiers- Monde, après « la tentative par les dirigeants de l'Etat de créer l'organisation d'un Etat industriel moderne dans des conditions où la structure organisationnelle des rapports entre employeurs et salariés n'a pas évolué avec succès vers le bipartisme^{xviii} ».

Cox réussit, dès le départ, à lier production et pouvoir, de façon dynamique et historique. Toutefois, l'Etat ne dépend pas seulement des rapports sociaux internes. Il est également inséré dans un système mondial qui exerce sur lui des pressions formidables : « les actions d'un Etat en la matière sont, à leur tour, conditionnées par la manière dont l'ordre mondial influence l'Etat. C'est pourquoi toute tentative d'expliquer les transformations des rapports de production doit se référer aux Etats et à l'ordre mondial^{xix} ».

Dans son ouvrage *Production, Power and World Order* ; Robert Cox souligne l'importance pour la compréhension des relations internationales de trois types de structures :

- 1) L'organisation de la production et, surtout, les forces sociales qui en résultent.
- 2) Les formes de l'Etat, qui découlent des rapports complexes entre l'Etat et la société.
- 3) L'ordre mondial qui surgit de la configuration des rapports de forces sur la scène internationale.

Ces différentes structures sont étroitement imbriquées. Des changements dans l'organisation de la production engendreront d'autres forces sociales, qui modifieront les structures étatiques et susciteront l'émergence de nouvelles configurations de l'ordre mondial. Les interactions entre ces structures sont constantes. Dans sa démarche analytique à travers l'histoire, Cox distingue plusieurs formes d'organisation étatique. Pour ce faire, il examine pour chaque époque historique la configuration des interactions entre rapports sociaux et modes de production, classes sociales, Etat et bloc historique et finalement l'ordre mondial. La fécondité, mais aussi la complexité de cette approche tiennent à la nécessité de prendre en compte simultanément ces quatre niveaux d'analyse, de les hiérarchiser et d'éclairer leurs déterminations mutuelles. Néanmoins, la hiérarchie entre ces niveaux varie d'une période à l'autre, une relation de dépendance réciproque entre Etat et économie étant toujours de mise, ce qui éloigne l'approche coxienne de toute tentation d'opposer une « infrastructure » économique à une « superstructure » politique, à l'inverse de certaines versions du marxisme. La périodisation historique des formes d'Etat et des ordres mondiaux qui leur correspondent est particulièrement éclairante. Cox distingue l'Etat libéral, l'Etat providence nationaliste, l'Etat néolibéral et l'Etat mercantiliste développementaliste au Sud.

1.1/ L'ETAT LIBERAL :

L'Etat moderne a émergé avec l'unification territoriale, la concentration du pouvoir et la professionnalisation des armées. La capacité des Etats à assurer une gestion fiscale régulière devient l'élément décisif de leur pouvoir de mobilisation des ressources^{xx}.

A partir du XVIII^e siècle, en Grande-Bretagne et du XIX^e sur le continent, s'affirment des Etats investis par des blocs historiques sous hégémonie de la bourgeoisie : les Etats bourgeois. Leur rôle va consister à assurer le développement puis la stabilisation des rapports sociaux capitalistes de production. Ainsi voit-on succéder différents types ou formes d'Etat en liaison avec les phases du développement capitaliste. L'Etat libéral a été la première forme d'Etat bourgeois, et s'est établi en même temps que l'ordre mondial libéral sous l'hégémonie britannique. Cet Etat et cet ordre mondial ont permis la généralisation des rapports capitalistes de productions à l'échelle des principaux pays. « *Le XVIII^e siècle nous a donné la forme pure de l'équilibre du système de pouvoir, tout comme le XIX^e nous a donné la forme pure de l'économie capitaliste concurrentielle^{xxi}* ». L'affirmation de la bourgeoisie comme nouvelle classe hégémonique passe par l'écllosion d'une nouvelle « forme d'Etat » : « *l'Etat libéral et l'ordre mondial libéral ont émergé ensemble, prenant forme par l'établissement de l'hégémonie bourgeoise en Grande-Bretagne et de l'hégémonie britannique dans l'économie mondiale.^{xxii}* »

La stratégie britannique au XIX^e siècle consiste à étendre son modèle d'économie libérale grâce à son hégémonie économique, politique et militaire sur le reste du monde. « *L'ordre mondial libéral, comme l'Etat libéral, suppose une séparation de la politique et de l'économie, en même temps qu'une compatibilité fondamentale entre les deux (...). La responsabilité de l'Etat et du système des Etats était d'assurer les conditions de bon fonctionnement de cette économie mondiale ouverte, tout en s'abstenant d'interférer dans les opérations de ses agents économiques^{xxiii}* ».

La France s'est adaptée au modèle préconisé par la Grande-Bretagne avec des spécificités nationales. Cox propose, une ré-interprétation assez logique de l'analyse marxiste de l'Etat bonapartiste en France après la Révolution de 1848, qui « *présente certaines similarités structurelles et certains contrastes avec l'expérience britannique^{xxiv}* ». Dans les deux cas, l'économie libérale est devenue la base de la politique publique, et l'Etat est devenu fort et centralisé. Toutefois, l'Etat en France n'a pu construire d'hégémonie similaire à celle de la Grande-Bretagne.

La forme d'Etat propre à la France, marquée par le bonapartisme, se caractérise par « *la taille relativement plus*

importante de la bureaucratie d'Etat, hérité de l'ancien régime », et par « une société plus polarisée suite, à la fois aux clivages résultant des expériences révolutionnaires et au moindre développement de la production capitaliste^{xxv} ». Par opposition au cas britannique, « l'avènement de l'Etat bonapartiste signifie l'échec à surmonter le clivage fondamental de la société française et l'échec de la bourgeoisie française à réaliser son hégémonie^{xxvi} ». Ces traits constitutifs de l'Etat français, bonapartiste puis républicain, et de la société française ont perduré jusqu'à nos jours.

1.2 / L'ETAT PROVIDENCE NATIONALISTE :

La deuxième forme d'Etat analysée par Cox est l'Etat providence : né après la grande dépression de la fin du XIX^e siècle l'Etat providence a donné le signal d'une réorientation fondamentale, tant du développement de l'Etat capitaliste que des rapports sociaux de production : c'est l'émergence simultanée du capitalisme monopoliste et de ce que Cox appelle « *l'Etat providence nationaliste* » (*Welfare-nationalist state*).^{xxvii}

La fin du XIX^e siècle coïncide avec l'émergence d'une nouvelle « onde longue expansive » et la mise en place de nouvelles structures sociales de l'accumulation, marquées par la concentration du capital sous l'égide de la finance et par le développement de la rationalisation du travail, au détriment des ouvriers de métier. « *Le nouveau procès de travail encourageait les syndicats industriels de masse, qui pénétrèrent la sphère politique pour influencer gouvernements et législateurs^{xxviii} ». D'où l'expression du tripartisme, qui « ne couvrait qu'une partie relativement limitée de l'effort productif global de la société, (...) mais la partie vitale pour l'Etat^{xxix} ».*

Dans les années trente, et sous l'influence, notamment, de Keynes, l'Etat providence nationaliste traite « *le problème central du chômage, par l'assurance sociale, les travaux d'utilité publique, l'investissement public et la création d'un secteur d'Etat dans l'économie, l'organisation du marché du travail, grâce à des agences publiques pour l'emploi, des mesures pour protéger et/ou accélérer la transformation des industries déclinantes, des mesures pour le développement des régions retardées, et d'autres encore^{xxx} ».* L'Etat providence nationaliste a été le résultat de la lutte entre forces

sociales, au cours de laquelle de nouveaux blocs historiques se sont formés.

Mais à cause de la stagnation des marchés mondiaux, résultat du protectionnisme des années trente, et, surtout, de l'exacerbation des contradictions entre grandes puissances qui aboutit aux deux Guerres Mondiales, l'Etat providence nationaliste et l'ordre impérialiste qu'il sous-tend ont amorcé leur déclin, pour donner naissance, après la Seconde Guerre Mondiale, à un nouvel ordre mondial hégémonique sous l'égide américaine, celui qui s'est opéré à Bretton Woods.

A la lumière de l'émergence puis du déclin de l'Etat providence nationaliste, Cox énonce deux théorèmes :

Premièrement : « *la transformation d'une structure historique de l'ordre mondial est un processus complexe impliquant simultanément :*

1) *une modification dans les pouvoirs relatifs des différents Etats ;*

2) *le développement inégal des forces productives amenant une nouvelle distribution des pouvoirs productifs entre les formations sociales ;*

3) *des changements dans les rapports de force entre groupes sociaux et au sein des formations sociales, avec la formation de nouveaux blocs historiques ;*

4) *la formation d'une nouvelle structure sociale d'accumulation, c'est-à-dire la mise en place de nouveaux rapports sociaux de production et de nouveaux mécanismes d'accumulation du capital au travers desquels la croissance économique peut se poursuivre et progresser.^{xxvi}* » En bref ce sont les modifications dans les sphères économique, politique et sociale, au sein de chaque pays et dans leurs rapports mutuels, qui déterminent la dynamique des transformations de l'ordre mondial. D'où la nécessité d'un certain recul historique pour la lecture et la compréhension de cette dynamique.

Deuxièmement : ces transformations peuvent déboucher sur un ordre mondial hégémonique, relativement stable, mais aussi, alternativement, sur un ordre non hégémonique, plus fragmenté et conflictuel : « *ainsi l'Etat providence nationaliste a émergé de l'Etat*

libéral comme une adaptation à la fois à l'ordre mondial non hégémonique (son aspect nationaliste) et au nouveau rapport de forces internes entre classes (l'aspect providence)^{xxxii} ». Ainsi constatons nous que l'ordre international issu des « Etats providence nationalistes » était intrinsèquement antagonique et était à l'origine de deux guerres mondiales, quant à la Pax Americana sera le fruit de l'ordre hégémonique élaboré par les USA grâce à la Guerre Froide.

1.3 / L'ETAT NEO-LIBERAL :

Après la fin de la Deuxième Guerre Mondiale, Cox diagnostique l'émergence simultanée d'un nouvel ordre mondial et d'une nouvelle forme d'Etat, qu'il qualifie tous deux de « néolibéraux ». Mais en réalité, la période des « 30 Glorieuses » qui s'étend de 1945 à 1975 était une période de transition entre deux formes d'Etat, l'Etat providence nationaliste et l'Etat néolibéral (ou Etat fordiste keynésien). La longueur de cette phase de transition s'explique par la situation catastrophique de l'économie mondiale et la réduction à néant du commerce international après la fin de la Seconde Guerre Mondiale. Une situation qui n'avait pas permis aux structures libérales de l'ordre mondial, instauré en 1946, d'exercer un pouvoir contraignant sur les « Etats providences nationalistes » qu'après une longue phase de croissance du commerce mondial et des flux de capitaux, ce qui a engendré une réelle dépendance des pays par rapport à l'économie mondiale.

Après la guerre, dans tous les pays capitalistes, se déroule un débat entre deux orientations de politique économique opposées: l'une optant pour un monde ouvert et libéral, l'autre regroupant les partisans d'une intervention de l'Etat. En fin de compte c'était la vision du premier courant qui l'a emporté.^{xxxiii}

A travers l'adoption du Plan Marshall et la création du Marché Commun, puis de l'OCDE, on constate que « *tous les principaux grands pays capitalistes signifient leur adhésion au nouvel ordre mondial sous hégémonie américaine.*^{xxxiv} » C'est à partir de cet instant, selon Cox, qu'émerge cette nouvelle forme d'Etat qu'il baptise « Etat néolibéral » qui « *cherche sa sécurité en tant que membre d'un système stable d'alliances et sa croissance économique dans sa participation à une économie mondiale ouverte (...), sa tâche [étant] « d'ajuster l'économie nationale à la croissance de l'économie*

mondiale et de faciliter l'adaptation plutôt que de protéger les positions acquises.^{xxxv} »

Cox soulève la nature contradictoire de « l'Etat néolibéral » : en affirmant qu'il « opère une médiation entre un marché mondial oligopolistique qui dicte les priorités de politique économique, et des groupes nationaux qui ont diverses exigences pour accorder leur allégeance politique. Ce rôle de médiation justifie des exceptions provisoires à la pure doctrine du libéralisme.^{xxxvi} » Cette attitude est due au fait que l'Etat néolibéral a « hérité de l'Etat providence nationaliste, les institutions de la coordination corporatiste entre milieux d'affaires et mouvement ouvrier et les outils de la gestion keynésienne de la demande globale^{xxxvii} ». La politique du « stop & go »^{xxxviii} traduit cette tension entre exigences contradictoires à laquelle est soumis l'Etat.

En d'autres termes, l'Etat fordiste- keynésien, peut être décrit comme le résultat d'un compromis, instable mais dynamique, entre les exigences du libéralisme effectivement institué à Bretton Woods, et celles de la régulation nationale des conflits de classe, héritée de la période antérieure.

1.4 / L'ETAT MERCANTILISTE AU SUD :

L'analyse des formes d'Etat typiques des pays de la périphérie dans la période de l'Après-Guerre, proposée par Cox, est extrêmement éclairante. A la périphérie de l'économie mondiale, la faible structuration des classes sociales rend plus difficile l'émergence de blocs historiques cohérents. « Dans de nombreux Etats du Tiers-Monde existent des formes de pouvoir d'Etat, même de pouvoir coercitif et répressif, qui ne sont pas soutenues de façon cohérente par des forces sociales nationales et n'ont qu'une efficacité limitée pour contrôler les influences économiques et politiques extérieures. J'ai appelé ces formes des proto- Etats. » Ils ont comme particularités « un marché national trop restreint, un excédent d'offre de travail, qui ralentissent l'accumulation des élites politiques compradores, soutenues par l'étranger, sans besoin de mobiliser la société. »^{xxxix} Mais l'Etat, dans certains cas, peut rompre avec cette impuissance et développer un politique « mercantiliste développementiste », en « cherchant à regagner le contrôle des instruments nécessaires pour remodeler l'économie nationale »

et « réaliser la croissance et le changement structurel ». Sous l'impulsion, le plus souvent, d'une bourgeoisie nationaliste ou juste après une guerre de libération, « il cherche à accroître son pouvoir de négociation vis-à-vis du capital étranger sans rompre avec la dépendance économique extérieure. Cette forme d'Etat est la principale force qui permette de transformer la dépendance classique en développement dépendant. »^{xi} Les conclusions de Cox sont nettement empreintes de l'influence de Cardoso et Faletto.

L'Etat n'est devenu réellement « néolibéral » qu'à la fin des années 70, quand il a abandonné sa fonction protectrice interne, pour une fonction principale consistant à garantir la compétitivité des capitaux investis sur le territoire national et la stabilité des rendements financiers de ce capital. La fonction hégémonique recule, laissant place à un paternalisme moralisateur, doublé d'une politique répressive énergique contre la délinquance et la marginalité produites par la décomposition de l'Etat providence. Ainsi Cox affirme-t-il que « *Bretton Woods, était un compromis entre la responsabilité des gouvernements (en particulier des pays débiteurs) vis-à-vis des institutions de l'économie mondiale et la responsabilité des gouvernements vis-à-vis des opinions publiques, pour leur performance économique et le maintien du bien-être (...). Le compromis a fonctionné tant que l'économie était en expansion.* »^{xii} Les Etats d'après-guerre – y compris les Etats-Unis – ont multiplié les institutions de Sécurité Sociale, ont opté pour la réglementation du marché du travail, le soutien à la négociation collective, contrairement au concept même d'Etat libéral, qui suppose un Etat orienté vers la suppression des restrictions à la liberté du capital.

1.5 / L'ETAT HYPER-LIBERAL :

Le qualificatif utilisé par Cox pour désigner l'idéologie propre à cette nouvelle classe dominante transnationale, qui émerge à la fin des années soixante-dix, est le libéralisme total ou hyper-libéral : « *le modèle Thatcher- Reagan peut être traité de façon téléologique comme une anticipation de la forme d'Etat hyper-libérale au sens où il semble envisager un retour au libéralisme économique du XIX^e siècle.* »^{xiii} Cette caractérisation des politiques actuelles nous semble tout à fait pertinente : « *l'impact global de la tendance néolibérale est la polarisation de la classe ouvrière entre une minorité privilégiée corporatiste d'entreprise et un vaste segment de travail d'entreprise,*

avec un résidu bipartite en déclin mais fortement conflictuel. »^{xliii}
L'Etat hyper- libéral « s'affronte à tous les groupes d'intérêts avec lesquels l'Etat néolibéral avait trouvé des arrangements (...) les salariés du secteur public, les syndicats, les bénéficiaires de la protection sociale ». Mais pour rester hégémonique, dans des sociétés où les formes politiques démocratiques sont préservées, l'Etat hyper-libéral doit trouver les bases d'une nouvelle hégémonie sociale. Cox estime que c'est possible eu égard à la division des forces sociales attaquées par le néolibéralisme : « si au moins une faible majorité de la population reste relativement satisfaite, elle peut être mobilisée politiquement pour maintenir ces politiques, malgré le mécontentement d'une minorité même importante mais divisée et sans cohérence (...), en faisant un appel non hégémonique au caractère sacré des valeurs traditionnelles. »^{xliv} En d'autres termes, le néolibéralisme trouve ses soutiens dans une coalition des *relativement satisfaits*, excluant une partie importante mais divisée idéologiquement et politiquement de la nation, et il mythifie cette polarisation en recourant au patriotisme.

Le changement de forme de l'Etat permet alors au capital, dans cette dialectique typique de l'approche coxienne, de restructurer profondément les rapports sociaux de production : flexibilité, décentralisation, externalisation, coordination *ad hoc* d'unités autonomes, développement de formes de gestion divisant les salariés en « noyau » et « périphérie », permettant de déplacer sensiblement « l'équilibre du pouvoir social » au profit du capital.^{xlv} Parmi les facteurs importants de l'hégémonie hyper-libérale dans la société, on compte le fait que « certains aspects des restructurations sont attirants pour certains groupes de travailleurs. »^{xlvi}

L'approche dialectique de Cox peut être résumée par cette formulation synthétique qu'il propose dans la conclusion de son ouvrage : « les forces de classe, et les contraintes militaires et financières, dérivent toutes de la production. Ce sont des formes différentes de pouvoir qui proviennent des résultats accumulés de la production. Au cours de cette transformation elles ont divorcé d'avec le processus productif et sont devenues des forces qui peuvent reproduire ou transformer les rapports de production. En définissant les paramètres de l'Etat, ces forces indiquent à la fois la dépendance de l'Etat vis-à-vis de la production et sa domination sur le

développement des forces productives et des rapports de production.»^{xlvi} L'approche coxienne se différencie des autres approches en matière de relations internationales, dans la mesure où Cox ne pose pas *a priori* l'existence et l'autonomie d'acteurs spécifiques tels les Etats, les classes sociales ou les pouvoirs militaires ou financiers : il cherche à rendre compte de la manière dont ces acteurs s'enracinent dans des rapports de production particuliers, tout en définissant la structure de leurs interactions à l'échelle internationale.

2 / LE CONCEPT DE BLOC HISTORIQUE TRANSNATIONAL :

L'analyse du développement du système politique et économique, à l'ère de la mondialisation capitaliste, par Robert Cox, est très pertinente et met en exergue la fécondité de la problématique néo-gramscienne. Il décrit les tendances à l'œuvre par le terme « d'internationalisation de l'Etat » : il s'agit en fait « *du processus global par lequel les politiques et pratiques nationales ont été ajustées aux exigences de l'économie mondiale de production internationale. Par ce processus, l'Etat- nation devient une partie d'une structure politique plus vaste et plus complexe qui est la contrepartie de l'internationalisation de la production.* »^{xlvi} L'importation des médiations symboliques est clairement mise en évidence : « *c'est d'abord un processus de formation d'un consensus interétatique concernant les besoins et les exigences de l'économie mondiale qui se déroule dans un cadre idéologique commun.(...) En second lieu, ce processus d'élaboration de consensus est structuré hiérarchiquement. Troisièmement, les structures internes des Etats sont ajustées afin que chacun puisse, au mieux, transformer le consensus global en politique et pratique nationales.* »^{xlvii} Est ainsi caractérisée la formation progressive d'une élite mondiale unifiée, une classe dominante transnationale. Dans les années 80, « *ceux qui contrôlent les grands groupes multinationaux constituent ce qu'on peut appeler la classe managériale transnationale* »¹; elle « a conscience de sa préoccupation commune de maintenir le système qui lui permet de rester dominante ». L'importance des institutions est décisive pour « articuler les stratégies de cette préoccupation commune : la Commission Trilatérale, l'OCDE, la Banque Mondiale, le FMI servent tous de foyers de gestation du consensus politique en

faveur du maintien et de la défense du système, et s'est ainsi que s'affirme « *un bloc historique transnational de forces sociales combinant les éléments internationalistes des Etats et des sociétés civiles de nombreuses nations, mais ancré dans les positions dominantes des pays du G7, et surtout des USA.* »^{li}

Cox ajoute que cette classe dominante transnationale « partage un sens de sa supériorité par rapport au commun des mortels, dû à son libéralisme, son efficacité et sa bienveillance (*enlightenment*)^{lii} ». Cette classe englobe « *les hauts fonctionnaires des administrations nationales et internationales engagées dans la gestion économique et toute une série d'experts et de spécialistes liés, d'une manière ou d'une autre, à l'économie mondiale.* »^{liii} Il souligne le rôle central, dominant et dangereux de la finance internationale dans le système en gestation : « *les gestionnaires de la finance internationale prennent une importance croissante en tant que composante de cette classe. La finance est le principal mécanisme qui permet d'affirmer la domination de classe sur l'économie mondiale au sein d'un ordre garanti par la force militaire. La finance plie les pays aux règles du marché mondial et oblige les gouvernements, pour pouvoir renouveler leurs financements internationaux, à mener les politiques qui servent directement les intérêts de la classe managériale transnationale, politiques qui rejettent le poids des ajustements sur les catégories sociales les plus vulnérables.* »^{liv} Il ajoute, par ailleurs que « *la finance internationale est l'agent principal de la conformité à l'ordre hégémonique international et le principal régulateur de l'organisation politique et productive de l'économie hégémonique mondiale.* »^{lv}

Au cours de son analyse, Cox constate que la nouvelle classe dominante transnationale, les élites des pays dominés, trouvent une place, subordonnée mais réelle au sein du nouvel ordre mondial néolibéral, si bien qu'on peut parler d'ordre mondial hégémonique. Les élites du Tiers- Monde ne participent pas au même niveau que les autres à la formation du consensus. Toutefois, cet ordre mondial s'appuyait sur des relais en plaçant des agents idéologiquement conditionnés aux positions-clés dans les pays du Tiers- Monde. Ces agents sont peu soucieux aux thèses dépendantistes ou anti-impérialistes.

Les néogramsciens attirent l'attention qu'avec le consensus des Etats-Unis et la commission trilatérale un repositionnement du bloc

historique s'est mis en place sur lequel s'appuie l'hégémonie américaine pour préparer un nouveau constitutionnalisme composé d'un cadre juridique, qui légalise et dépolitise la mise en place des conditions favorables aux forces transnationales néolibérales, d'un cadre culturel ou l'expansion du capital engendre une civilisation entièrement médiatisée par la transformation de choses en marchandises et enfin un cadre biotechnologique dominant et excluant.

3/ LE NOUVEL ORDRE MONDIAL ET L'HEGEMONIE DANS LES RELATIONS INTERNATIONALES :

La théorie de l'hégémonie a été élaborée par Gramsci pour rendre compte de la domination de classe dans les démocraties parlementaires bourgeoises d'Occident. Mais Cox la transposa à l'échelle internationale pour mettre en exergue, la domination d'une puissance dans un ordre mondial. Cette théorie semble être en mesure de nous éclairer sur la nature du rapport qui lie une élite au pouvoir dans un Etat puissant à une autre, moins puissante. En plus, elle permet de saisir ce rapport dans sa complexité, sa tension permanente et sa dimension idéologique.

L'hégémonie selon Gramsci est *« caractérisée par la combinaison de la force et du consentement qui s'équilibrent de diverses façons, sans que la force l'emporte trop sur le consentement, mais en cherchant, au contraire, à obtenir que la force paraisse s'appuyer sur le consentement de la majorité. »*^{lvi} Et que, *« le fait de l'hégémonie présuppose indubitablement qu'on tienne compte des intérêts et des tendances des groupes sur lesquels l'hégémonie doit être exercée, qu'il se forme un certain équilibre de compromis... mais il est aussi indubitable que de tels sacrifices et un tel compromis ne peuvent concerner l'essentiel... »*^{lvii}

Dans ces *Cahiers de prison*, Gramsci distingue le consentement de la domination et saisit l'essence de la suprématie d'un groupe donné : elle *« se manifeste de deux façons, comme domination et comme direction intellectuelle et morale sur des groupes adverses qu'il tend à liquider ou à soumettre même par la force des armes, et il dirige les groupes qui lui sont proches ou alliés. »*^{lviii} Ainsi l'hégémonie est-elle une synthèse, soit du consentement et de la coercition soit de la domination. Cette synthèse

est avant tout un rapport social et historique, une combinaison où le dosage entre les deux composantes est variable. La coercition suggère la force, le recours à la violence. Le consentement implique un accord de ceux qui sont dirigés. Mais existe-t-il une limite dans cette variation ? Pour Gramsci, l'exercice normal de l'hégémonie par un régime parlementaire est caractérisé par une combinaison de force et de consentement qui forme des équilibres variables où jamais la force ne l'emporte trop sur le consentement. C'est pourquoi, dans le cas d'une démocratie parlementaire la coercition n'est pas le mode fondamental dans l'exercice de l'hégémonie.

Cox étend le concept gramscien de l'hégémonie à l'échelle d'un ordre mondial, selon lui, cet ordre mondial est hégémonique par excellence « *si l'Etat dominant crée un ordre basé idéologiquement dans une large mesure sur le consensus et fonctionnant selon certains principes généraux qui garantissent, en fait, la suprématie continue de l'Etat ou des Etats dominants et des classes dirigeantes, mais qui offre en même temps des perspectives de satisfactions aux moins puissants.* »^{lix} Et de conclure, dans un autre passage, qu' « *un ordre mondial hégémonique ne peut être fondé que par un pays où l'hégémonie sociale a été ou est en train d'être établie. Les énergies expansives déclenchées par une hégémonie s'étendent à l'échelle mondiale en même temps qu'elles se consolident dans le pays.* »^{lx}

Selon Cox et Gill, l'ordre mondial néolibéral, qui a succédé à la *Pax Americana* de la Guerre Froide, se caractérise par l'émergence d'une classe dominante transnationale, sous hégémonie du capital financier international, dans lequel les Etats nationaux sont contraints de s'adapter aux exigences du nouvel ordre global. Ce processus est coordonné par l'Etat américain, qui contrôle les principales agences internationales chargées d'aligner les politiques et les institutions économiques de l'ensemble des pays de la planète sur les normes libérales (le FMI et la Banque Mondiale), et qui possède une influence déterminante sur les élites dirigeantes des principales autres puissances réunies dans le G7.

Il faut souligner que l'approche néogramscienne n'adhère pas à l'approche qui, selon laquelle les attaques du 11 septembre 2001 auraient complètement transformé la politique globale. Ainsi Robert Cox met en exergue les similitudes entre la doctrine militaire

américaine durant la dernière du Golfe, l'intervention au Kosovo et l'invasion de l'Afghanistan

Selon l'analyse néogramscienne le recours aux guerres préventives par les Etats-Unis ne s'inscrit pas en discontinuité avec les stratégies de reproduction de l'hégémonie américaine des dernières décennies, mais en discontinuité avec la tentative d'appuyer cette hégémonie sur un consensus multilatéral.

4/ LE RENOUVEAU DU LIBERALISME :

Il faut noter, tout d'abord, que, dès son ouvrage paru en 1988, Gill est l'un des premiers théoriciens critiques à entrevoir le renouveau de l'hégémonie américaine ; et l'avenir s'est vite chargé de montrer la pertinence de son diagnostic. En fait S. Gill, dans une série d'articles, montre la capacité du système néolibéral de se renouveler pour s'adapter aux changements profonds qu'a subit l'ordre mondial après la fin de la Guerre Froide, l'éclatement des empires et l'émergence d'un nouvel ordre mondial unipolaire sous l'égide de la puissance américaine.

Dans ce nouvel ordre mondial, « *au lieu d'une discipline exercée autoritairement (par exemple à travers les institutions sociales telles l'Etat, la famille, l'Eglise), la discipline s'exerce de plus en plus à travers le marché de façon, à la fois directe (par exemple la supériorité du pouvoir de négociation du capital par rapport au travail, ou par rapport aux Etats qui surenchérisent les uns sur les autres pour attirer les investissements), et indirecte (par exemple, la discipline exercée sur les firmes, leurs salariés, ou sur les gouvernements par les marchés financiers, particulièrement d'actions et d'obligations^{lxi}* ». Ce nouvel ordre, que Gill qualifie de « *néolibéralisme disciplinaire* », ^{lxii} mais aussi de « *chaos organisé* », n'est qu' « *un darwinisme social sans scrupules qui tend à accroître le niveau des inégalités sociales et la marginalisation politique dans une grande partie du monde, et, de façon dialectique, à créer un rejet croissant du jeu politique conventionnel.* » Cette « *révolution des puissants contre les faibles* » permet d'imposer « *un modèle spécifique de développement capitaliste : le modèle anglo-américain.* » ^{lxiii}

Cette situation, caractérisée par l'émergence de nouvelles entités supranationales modifie les paramètres traditionnels de la

souveraineté étatique : « *politiquement, se déroule un processus par lequel de nouvelles dispositions constitutionnelles et de nouveaux traités sont adoptés pour institutionnaliser les privilèges du capital à l'échelle mondiale, sapant ainsi la souveraineté et l'autonomie politique des Etats- nations ainsi que des associations régionales comme la communauté européenne* ». Cette « *nouvelle constitution libérale*^{lxiv} » permet « *d'isoler les décideurs de la politique publique libérale dans des banques centrales indépendantes et des structures technocratiques* », de « *protéger les droits de propriété et les droits d'entrée et de sortie du capital mobile face à l'intervention de toute source d'autorité politique nationale* » et de poursuivre « *la marchandisation de la société*^{lxv} ».

5/LE TIERS-MONDE DANS LE NOUVEL ORDRE MONDIAL :

Dans ce nouvel ordre mondial hégémonique, le Tiers- Monde, qui, dans les années 70, luttait pour un nouvel ordre économique international plus juste et équitable, « *s'est de plus en plus fragmenté, et ne peut être considéré comme un acteur autonome dans la politique mondiale.* »^{lxvi} En outre, le nouvel ordre mondial assoit son hégémonie au Sud en intégrant les élites locales : « *Le pouvoir de police et de contrôle des USA est lié, bien indirectement, aux forces sociales qui soutiennent de l'intérieur les politiques néolibérales dans le Tiers-Monde (...). La base sociale « domestique » (des dirigeants des pays du sud) est constituée des habitants aisés des villes du Tiers- Monde. Ceci explique pourquoi les relais internationaux du néolibéralisme ont été construits par des concessions et des privilèges accordés à une très étroite couche de la population (...). Ainsi la plupart des prêts de la Banque Mondiale consacrés aux infrastructures ne touchant pas les [couches] pauvres*^{lxvii} ».

De plus, la croissance du commerce mondial ne profite guère au pays du Tiers- Monde, malgré l'émergence de nouvelles puissances exportatrices (Asie du Sud-Est, Chine, certains pays d'Amérique Latine). On constate une croissance déséquilibrée au sein des pays du Tiers- Monde qui profite à une minorité de la population et multiplie les déséquilibres écologiques et sociaux. Pire encore : non seulement la majorité des populations des pays concernés ne bénéficiaient pas de cette croissance, mais de nombreux pays (voire un continent entier, comme l'Afrique) en est pratiquement exclu. « *On assiste à des*

processus simultanés et interconnectés d'intégration / marginalisation dans / hors de l'économie politique globale. »^{lxviii}

Comme on l'a déjà souligné, l'aspect novateur de l'analyse néo-gramscienne des relations internationales, réside dans leur prise en compte des facteurs idéologique et culturel du processus de domination : ainsi, dans *The Global Political Economy*, paru en 1988, Stephen Gill et David Law soulignent les dimensions idéologiques de l'hégémonie dans l'analyse qu'ils consacrent à la commission trilatérale, créée en 1972, par le financier David Rockefeller, en vue de produire des réseaux d'influence légitimant la domination des classes dirigeantes des pays industrialisés. Dans cette analyse, le pouvoir politique s'établit et se maintient par la coercition, mais ne devient hégémonique que dans la mesure où il s'appuie sur un processus de socialisation idéologique ayant pour finalité de présenter le système de représentation des classes sociales dominantes pour seule alternative légitime.

Transposant cette problématique sur la scène internationale, la conception néo-gramscienne s'attache à démontrer que l'hégémonie d'une grande puissance repose, en grande partie, sur sa capacité à produire et à diffuser un système idéologique qui, par la disqualification des normes et des valeurs rivales, contribue à créer un large consensus. Ce processus est soutenu par des clubs d'élites transnationales, mais également par des institutions internationales à vocation universelle, telles que, entre autres, la Banque Mondiale et le FMI.

L'histoire des empires nous enseigne en effet, que l'hégémonie des grandes puissances ne tient pas tant dans leur capacité à imposer leur volonté par la force, ni dans le contrôle qu'elles exercent sur les ressources matérielles, mais bien davantage dans les moyens qu'elles mettent en œuvre pour propager leur vision du monde.

Il convient également de souligner le rôle que jouent les grandes entreprises, qui ont développé des stratégies de contrôle des médias pour orienter les préférences, susciter des attitudes favorisant la conformité au modèle politique dominant, ou infléchir les modes de consommation. Ces investissements montrent l'importance qu'elles accordent au processus de socialisation. L'effet recherché n'a pas manqué de se produire, si l'on en juge par la convergence des

opinions publiques en matière économique et sociale dans les pays industrialisés. Le phénomène est encore plus manifeste dans les pays pauvres, envahis d'informations, de séries télévisées et d'annonces publicitaires véhiculant des modes de pensée et des besoins de consommation souvent aliénants.

CONCLUSION :

La multitude des théories des relations internationales et leur foisonnement après la fin de la Guerre Froide, rendent difficile le choix du paradigme adéquat pour comprendre les logiques et les dynamiques qui animent les relations internationales. La multiplication des acteurs en matière de relations internationales, nous paraît suffisant pour ne pas confiner leur étude à celles d'interactions exclusives entre Etats ni de les considérer comme étant l'œuvre des seuls « soldats » et « diplomates », comme la laissent à penser les thèses des théories courantes et dominantes dans le champ scientifique. Ce présent article montre que la théorie critique nous offre un cadre conceptuel théorique d'analyse et d'interprétation du nouvel ordre mondial. En s'inspirant du concept gramscien d'hégémonie et par sa prise en compte attentive du rôle de l'histoire et des idées, elle décrit le nouvel ordre mondial comme un nouveau bloc historique transnational de forces sociales, hégémonique conjuguant coercition et consentement, et combinant les éléments internationalistes des Etats et des sociétés civiles de nombreuses nations mais ancré dans les positions dominantes des pays du G7 et surtout des USA.

En outre le néogramscisme revendique un retour de l'histoire dans la théorie des relations internationale dite politique globale, ce qui fait d'elle une approche novatrice qui tente de rompre avec le caractère a-historique des « problèmes solving théorie^{lxix} », en reconstruisant les dynamiques sociales, étatiques et géopolitiques qui découlent de l'institutionnalisation de différentes configurations de structures historiques. Cette intégration de la dimension historique a permis à la théorie critique de dresser des périodisations des structures historiques depuis l'émergence du capitalisme depuis le traité de Westphalie.

Néanmoins le néogramscisme était la cible de plusieurs critiques, on lui reproche notamment la difficulté d'intégrer la théorie à l'histoire

en évitant le piège d'une analyse en termes de niveaux qui se répondent mécaniquement. Ainsi la théorie critique a subi des critiques de la part de Peter Burnham^{lxx} puis de Mark Rupert^{lxxi} ce qui a contraint les défenseurs de cette théorie à clarifier leurs position et argumentation quant à ce qu'implique le caractère multi causal des niveaux d'une structure historique entre autres.

Références :

-
- ⁱ Au niveau politique, l'unité proclamée du Tiers- Monde face au centre a cédé la place à une multiplication de conflits armés entre plusieurs pays périphériques ; au niveau économique, les seuls pays périphériques qui soient sortis du sous-développement ne sont pas ceux qui ont rompu avec le centre, mais ceux qui se sont résolument branchés sur le marché mondial capitaliste.
- ⁱⁱ D. Battistella, *Théories Des Relations Internationales*. Presse De Sciences Po., Paris, 2003. p. 236.
- ⁱⁱⁱ R. Cox. *Gramsci, Hegemony and International Relations*. Millénium, pp. 162-175. Cité par D. Battistella, op.cit.p. 254.
- ^{iv} R. Cox. *Production, power and world;order Social forces in the making of history*. New York: Columbia University Press, 1987.
- ^v Cox oppose *problem-solving theory* et *critical theory* : la première accepte, comme cadre donné pour l'action, le monde tel qu'elle le trouve, avec ses relations et institutions, sans les mettre en cause, alors que la seconde s'interroge sur le processus de production théorique lui-même. Consciente du lien que ce processus entretient avec la perspective qui se trouve à son origine, la *critical theory* ne considère, comme allant de soi, ni les institutions, ni les relations sociales et de pouvoir ; elle les remet en question en s'intéressant à leurs origines et en se demandant si et comment elles pourraient changer.
- ^{vi} R. Cox. *Social Forces, States and World Order* (1981), dans R. Keohane (ed.). *Neorealism and its Critics*. pp. 204-254.
- ^{vii} D. Battistella, op. cit., pp. 241-242.
- ^{viii} R. Cox. *Production, Power and World Order*, op. cit., p. 406.
- ^{ix} Ibid., p. 18.
- ^x Ibid., p. 13.
- ^{xi} Ibid., p. 1.
- ^{xii} Ibid., p. 5.
- ^{xiii} Ibid., p. 407, note 2.
- ^{xiv} Ibid., p. 409, note 10.
- ^{xv} F.G. Dufour. *Aperçu des contributions des néo gramsciens et des théories critiques au tournant réflexif des théories de la sécurité*. Cultures & Conflits n°54 2/2004. pp. 53-79.
- ^{xvi} R.W. Cox, op. cit. p. 49.
- ^{xvii} Ibid., p. 65.
- ^{xviii} Ibid., p. 79.
- ^{xix} Ibid., p. 105.
- ^{xx} « Le fait que l'Etat anglais a été capable d'établir une réputation inégalée de gestion fiscale a donné à la Grande-Bretagne l'avantage sur la France dans les guerres du XVIII^e siècle » (Ibid., p. 115.) En effet, les bourgeois anglais étaient disposés à prêter à l'Etat les sommes nécessaires au financement des armées, tandis que l'Etat français n'inspirait pas la même confiance aux investisseurs.
- ^{xxi} Ibid., p. 114.

^{xxii} Le jeu d'équilibre mené par la diplomatie britannique, est central dans la stabilité de cet ordre mondial : ainsi , après la défaite de la France napoléonienne, les vainqueurs se sont mis d'accord pour s'entendre contre la renaissance d'une menace de domination de l'Europe par la France, et pour le maintien de la puissance de cette dernière à un niveau égal à celui des autres puissances ; des précautions devant également être prises contre la possibilité d'une domination russe, d'où le renforcement de l'Europe centrale (la Prusse et l'Autriche) pour contrebalancer les puissances de la France et de la Russie.

^{xxiii} Les fonctions de l'Etat libéral et de l'ordre mondial libéral sont clairement délimitées : « retirer les obstacles à la liberté économique hérités des pratiques féodales et mercantilistes, établir les conditions d'un marché libre pour les biens et le travail, garantir la valeur de la monnaie, centraliser le pouvoir de l'Etat, mobiliser le capital... » Voir *ibid.*, pp. 130-133.

^{xxiv} *Ibid.*, p. 138.

^{xxv} *Ibid.*, p. 139.

^{xxvi} *Ibid.*, p. 140.

^{xxvii} *Ibid.*, pp. 129-157.

^{xxviii} *Ibid.*, p. 161.

^{xxix} *Ibid.*, p. 162.

^{xxx} *Ibid.*, p. 167.

^{xxxi} *Ibid.*, p. 209.

^{xxxii} *Ibid.*, pp. 209-210.

^{xxxiii} Le premier courant aux USA était représenté par Wall Street et le département d'Etat, le deuxième courant, quant à lui, comptait le Trésor parmi ses principaux adeptes.

^{xxxiv} *Ibid.* p. 216.

^{xxxv} *Ibid.* pp.219-220.

^{xxxvi} *Ibid.* p.220.

^{xxxvii} *Ibid.* pp.220-221.

^{xxxviii} Politique qui consiste à alterner des phases de relance budgétaire keynésienne, pour dynamiser la croissance et des phases de refroidissement monétaire, pour lutter contre l'inflation.

^{xxxix} *Ibid.* p.231.

^{xl} *Ibid.* p.232.

^{xli} *Ibid.*, p.255.

^{xlii} *Ibid.*, p.286.

^{xliiii} *Ibid.*, p.287.

^{xliiv} *Ibid.*, p. 288.

^{xli v} *Ibid.*, p. 328.

^{xli vi} *Ibid.*, p. 336.

^{xli vii} *Ibid.*, p. 400.

^{xli viii} *Ibid.*, p. 253.

^{xli x} *Ibid.*, p. 254

ⁱ *Ibid.*, pp. 358-359.

ⁱⁱ S. Gill. *Theorizing the Interregnum: The Double Movement and Global Politics in the 1990's*, in B. Hettne (ed.), *International Political Economy: Understanding global disorder*. London, New Jersey: Zed Books.1195. P.86.

ⁱⁱⁱ R.W. Cox. Op. cit., 1987, p. 359.

ⁱⁱⁱⁱ *Ibid.*, pp. 359-360.

^{lv} *Ibid.*, p. 360.

^{lv} *Ibid.*, p. 267.

^{lvj} A. Gramsci. *Noterelle sulla politica del Machiavelli*, dans *Quaderni del Carcere*, vol. III, 1932-1, 934. p. 566.

^{lvij} *Gramsci dans le texte*. Paris : Editions sociales, 1975. p. 471.

^{lviii} Ibid., p. 344.

^{lix} R.W. Cox. Op. cit., p.7.

^{lx} Ibid., p. 149.

^{lxi} S. Gill. op. cit. 1995, p. 69.

^{lxii} S. Gill. *Globalisation, market civilization and disciplinary neoliberalism*. Millenium, vol. 24. pp. 399-423.

^{lxiii} Ibid., p. 70.

^{lxiv} S. Gill. « *La nouvelle constitution libérale* ». *L'Economie Politique* n°2, 2° trimestre 1999.

^{lxv} Ibid., pp. 28-29.

^{lxvi} S. Gill, op. cit. 1995, p. 72.

^{lxvii} Ibid., p. 73.

^{lxviii} Ibid., p. 77.

^{lxix} Cox qualifie de problem solving theories, les théories des relations internationales qui ne questionnent pas l'origine des relations de pouvoir au sein d'un ordre mondial et qui réifient les processus et les entités de la politique globale.

^{lxx} Burnham, P. Neo-Gramscian Hegemony and the International Order, Capital and Class, pp 73-93.

^{lxxi} Rupert, M. Producing Hegemony : The Politics of Mass Production and American Global Power, Cambridge, New York: Cambridge University Press.